DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

United Nations Development Programme

Country: MADAGASCAR

Initiation Plan

Project Title:	**Développement du Secteur Privé, Inclusion socio-économique et Intégration Régionale**
Expected UNSDCF/CPD Outcome(s):	Les personnes, en particulier les femmes en situation de grande vulnérabilité, les jeunes et les personnes handicapées, ont des emplois plus décents et productifs, créés par les entreprises (notamment les PME/PMI) dans les zones urbaines et rurales, contribuant à la transition vers un modèle économique durable, moderne, diversifié et compétitif.
Expected CPD Output(s):	Produit 2.2 : Le climat dynamique et compétitif des affaires (secteur privé, PME) permet de créer de la valeur ajoutée et des emplois décents, de manière intégrée au niveau national et international. Produit 2.3 : L'écosystème entrepreneurial est attractif, résilient et renforcé de sorte à créer des emplois verts et bleus et des revenus durables.
Initiation Plan Start/End Dates:	15 Avril 2024 au 31 Avril 2025
Implementing Partner:	PNUD
Parties Responsables:	Ministère de l'Industrie du commerce et de la Consommation Ministère de la Population et des Solidarités

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

Brief Description

Ce PIP a comme objectif d'appuyer le développement du secteur privé à Madagascar, d'améliorer l'écosystème entrepreneuriale, et d'assurer l'Intégration économique au niveau local et régional en vue de d'augmenter la création d'emplois décents, de renforcer les capacités des acteurs du développement à accéder aux différentes opportunités économiques pour leur permettre de participer au processus de croissance économique résiliente face aux chocs et d'en tirer des revenus décents. Il vise aussi à renforcer le système de protection sociale à Madagascar en mettant l'accent sur la croissance inclusive et l'intégration sociale et économique par la promotion d'activités productives.

La mise en place et l'opérationnalisation de cadres politique, stratégique et règlementaires dans le domaine de l'économie verte et l'économie bleue à Madagascar, et des actions de renforcement de capacités seront une constante dans la mise en œuvre du projet et s'inscrira dans une approche d'autonomisation des femmes et des jeunes et leur participation aux processus de développement économique. Il consistera à travailler aux côtés du Gouvernement et l'appuyer pour impulser la croissance économique résiliente tirée par des secteurs économiques diversifiés, la productivité du travail et la création d'emplois productifs, surtout dans les secteurs agricole et aurifère, dans lesquels domine le secteur informel, et améliorer ainsi les revenus et la compétitivité de l'économie.

Afin de permettre une transformation accélérée et un développement durable, le projet apportera ses contributions pour :

- Créer les conditions favorisant l'accès à emplois et à des revenus décents des acteurs du secteur informel, des MPME/MPMI notamment opérant dans le domaine de l'économie verte et bleue en se concentrant des filières porteuses ;
- Renverser les situations de non-compétitivité de l'économie locale et améliorer l'environnement favorable aux entreprises et à l'industrialisation, harmoniser la réglementation et accompagner le développement du secteur privé aux niveaux national, régional ;
- Consolider les résultats et capitaliser sur les acquis de l'intervention du Projet Diversification de l'Economie Malgache.
- Renforcer la résilience des communautés vulnérables en établissant des systèmes de protection sociale durables, contribuant ainsi à stimuler l'activité économique et à optimiser les performances de l'administration publique, notamment en matière de financement et de coordination.

La stratégie de mise en œuvre du programme est fondée sur l'approche intégrée d, impliquant dans un cadre d'intervention efficiente et harmonisée l'ensemble des acteurs et des intervenants dans le développement dont, principalement le secteur privé, les différents organismes d'appuis au secteur privé et à l'entreprenariat, les autres Agences du Système des Nations Unies ainsi que les autres partenaires techniques et financiers. L'harmonisation et la coordination des interventions avec les autres Projets et les autres agences du SNU seront développées autant que possible. Les questions relatives au « genre », aux innovation technologiques, et aux systèmes de financement des initiatives innovantes seront systématiquement pris en compte de façon transversale dans toutes les activités entreprises pour la pérennisation des acquis.

Programme Period:	CPD 2024 - 2028
Quantum Project Number:	_____
Quantum Output ID:	_____
Gender Marker:	GEN 2

Total resources required **533 000 USD.**

Total allocated resources (2024) :301 500 USD

- Regular _____
- Other:
  - Donor _____
  - Donor _____
  - Government _____

Unfunded budget: _____

In-kind Contributions _____

Agreed by UNDP: Jean-Francois Dubuisson

DocuSigned by: 3472A1E84FD3471...

Deputy Resident Representative

30-Apr-2024

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

I. PURPOSE AND EXPECTED OUTPUT:

Le relèvement de l'économie Malgache et la mise en place des bases d'un développement durable font face à de nombreux défis actuellement. Ces obstacles touchent divers aspects du paysage économique et social de Madagascar, soulignant la nécessité d'une approche holistique et intégré pour les surmonter.

En effet, le cadre politique, institutionnel, juridique ou financier, s'avère peu propice à la stimulation du développement du secteur privé. L'inefficacité du dialogue entre les secteurs public et privé compromet sérieusement la mise en œuvre de politiques cohérentes et incitatives. De plus, le cadre juridique et administratif existant n'encourage pas le développement d'entreprises formelles et productives. Cette situation accentuée par les lourdeurs administratives à tout niveau, particulièrement sur la formalisation des entreprises agissent comme des freins significatifs à l'entrepreneuriat, entravant ainsi la création et la croissance des PMI/PME. Ces procédures administratives complexes représentent un obstacle majeur au développement du secteur privé limitant ainsi la création d'entreprises formelles et décourageant par conséquent les investissements et l'innovation.

La structure économique présente une faiblesse chronique, caractérisée par la prédominance du secteur informel, des emplois indécents et inadéquats, ainsi qu'une productivité insuffisante particulièrement dans le secteur agricole.

La faible diversification économique au niveau national, régional et local aggrave la situation. Les produits de rente et des produits non-transformés, ne créant pas suffisamment de valeur ajoutée, entraînant un faible revenu des ménages.

Par ailleurs, les exportations et la production locale reposent largement sur des produits de rente, avec un niveau de transformation et d'effet multiplicateur limité. La position défavorable sur les marchés extérieurs, caractérisée par une prédominance des importations et une faible compétitivité des produits malgaches, freine la croissance économique.

Bien que l'économie bleue présente un fort potentiel, elle est actuellement surexploitée en termes de ressources halieutiques. De plus, la transition vers une économie verte et bleue durable est entravée par un écosystème de production défavorable, caractérisé par le manque d'infrastructures, d'informations sectorielles, d'accès au financement, et de protection des investisseurs.

La faiblesse de la qualité du capital humain est préoccupante, avec des inégalités flagrantes en termes de conditions de vie, d'accès à la santé, à l'éducation, et à la formation professionnelle, en particulier pour les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés. Par exemple, environ 65,2% des jeunes sont sous-qualifiés et seuls 20% d'entre eux arrivent au niveau de l'enseignement supérieur. De plus, la dévalorisation du volontariat compromet le potentiel de contribution de la société civile.

L'inadéquation entre la formation et l'emploi, caractérisée par une disproportion de l'offre par rapport à la demande, aggrave les défis du marché du travail. Cette inadéquation est surtout causée et aggravée par la faiblesse de la qualité du capital humain. Les personnes handicapées et les femmes font face à des inégalités persistantes en matière d'emploi, d'éducation et d'autres opportunités, accentuant ainsi les disparités dans la société.

Pour surmonter ces défis, une approche intégrée impliquant des réformes structurelles, des investissements ciblés, une coordination entre les acteurs publics et privés, et une promotion active de l'innovation et de l'entreprenariat est essentielle. Une telle démarche permettrait de jeter les bases d'une économie plus résiliente, inclusive et orientée vers un développement durable pour Madagascar.

Par ailleurs, ces dernières années, Madagascar a été confronté à différents chocs économiques, climatiques et sanitaires qui ont fragilisé les conditions socioéconomiques surtout des populations les plus vulnérables. Le renforcement du système de protection sociale sera donc un impératif qui devra être mis en œuvre pour assurer l'inclusion économique des ménages vulnérables. A cet effet, des interventions ciblées permettant de renforcer la résilience des ménages face aux chocs et promouvant leur inclusion socio-économique à travers des activités de création d'emplois et de revenus décents seront mises en œuvre. L'appui au Ministère en charge de la Population dans son rôle de coordination sera également mis en œuvre à travers ce PIP ;

La chaîne de valeur or sera considéré particulièrement pour son potentiel en tant que levier pour l'amélioration des revenus mais aussi compte tenu des problématiques profondes vécues par les petits exploitants artisanaux qui vivent de l'exploitation aurifère. Madagascar dispose des nombreuses mines d'or, reposant essentiellement sur des petits exploitants de l'or, vivant dans la précarité : exploitation informelle, absence de cadre juridique, manque d'encadrement technique, entre autres., Pour promouvoir une exploitation responsable et durable, , ce PIP va initier des activités autour de l'encadrement des petits exploitant de l'or pour un développement de chaîne d'approvisionnement local, des formations des petits exploitants de l'or et leur structuration en vue de les intégrer dans l'économie locale, régionale et nationale. L'encadrement de la filière or permettra de surmonter les défis confrontés par les petits exploitants de cette filière et de mettre en place un encadrement

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

intégré pour la professionnalisation des petits exploitants de la filière or, créant ainsi les bases d'un développement économique plus résilient et inclusif.

Le projet doit également capitaliser sur les acquis du précédent projet intitulé «Développement Horizontale et Verticale de l'Économie Malgache» ainsi que du projet «Relèvement et Résilience du Secteur Informel à travers le Développement des Chaînes de Valeur Vertes et Bleues». Ces initiatives ont réussi à identifier et à développer des filières et des chaînes de valeurs prometteuses dans les domaines vert et bleu, créant ainsi les bases d'un développement économique plus résilient et inclusif.

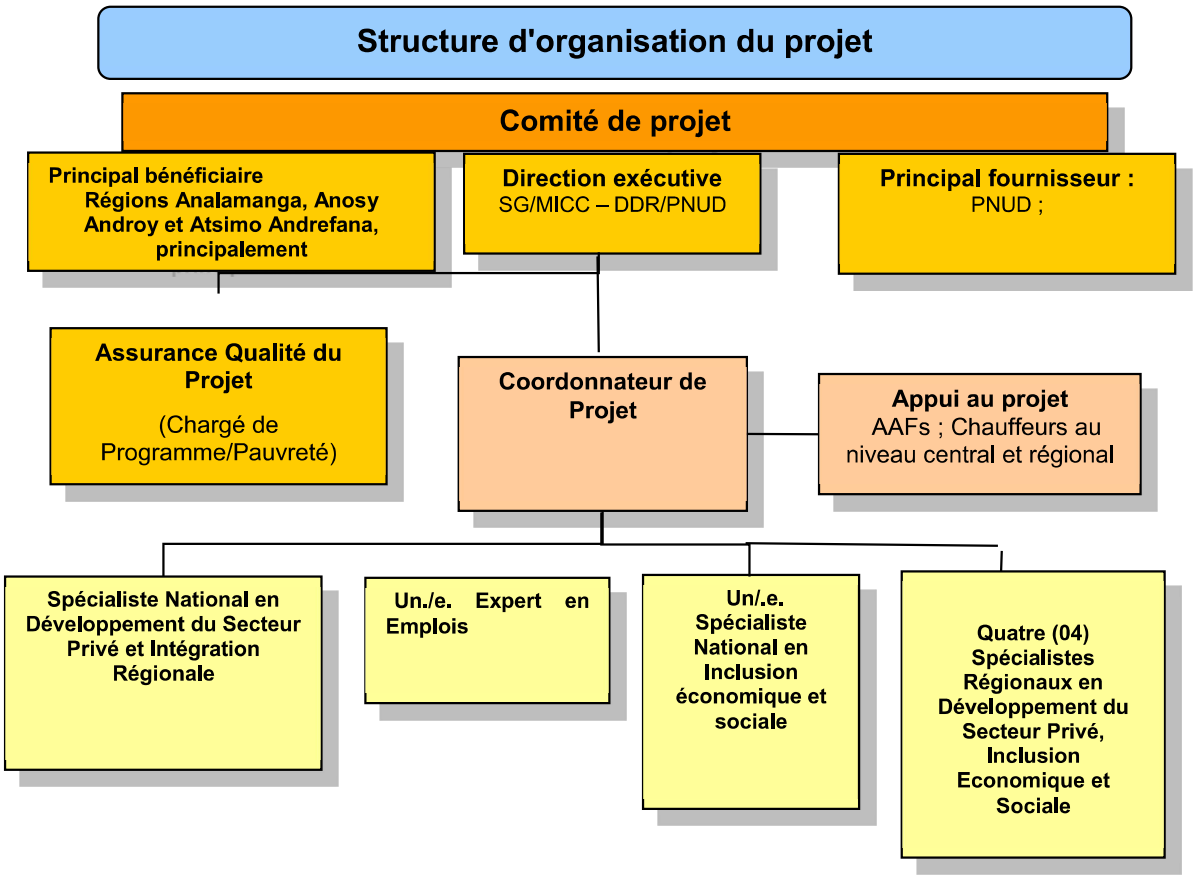
Cependant, ce nouveau projet devrait aller au-delà en exploitant pleinement le potentiel du numérique et de la digitalisation en tant qu'outils catalyseurs. Ces technologies peuvent non seulement accélérer, mais aussi renforcer les interventions déjà réalisées.

Ainsi, le projet a comme objectif d'atteindre les produits suivants :

1. Amélioration de l'écosystème entrepreneurial, création de valeurs ajoutées et d'emplois décents ;
2. Renforcement du système de Protection sociale ;
3. Développement du secteur privé, de l'investissement privé, appui à la professionnalisation des petits exploitants de la filière aurifère et accélération de la transition vers l'économie numérique et l'innovation digitale
4. Intégration économique régionale notamment dans le cadre de la ZLECAF

II. MANAGEMENT ARRANGEMENTS

Le Projet sera exécuté directement par le PNUD sous la modalité DIM et contribuera aux objectifs de la priorité stratégique 3



DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

2.1. Le **partenaire de mise en œuvre** : est responsable et redevable de la mise en œuvre du projet, et la réalisation des produits attendus du projet. Pour le Projet Appui au Développement du Secteur Privé et Intégration économique Régionale., il s'agit du ministère de l'Industrie, du Commerce.

2.2. **La partie responsable** est une entité choisie pour agir au nom du Partenaire de mise en œuvre afin de tirer profit de leurs compétences spécialisées, d'atténuer les risques et de diminuer les lourdeurs administratives, sur la base d'un document ou contrat écrit lui permettant d'acheter des biens ou fournir des services financés sur le budget du projet,

Toutes les parties responsables sont directement redevables devant le partenaire de mise en œuvre en conformité avec les termes de leur accord ou du contrat signés entre les deux parties.

2.3. Le **Comité de Pilotage** est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :

- **L'Exécutif**, qui préside le Comité de pilotage, est désigné par ***le Ministère en charge de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation***. Il a la responsabilité de l'utilisation efficace des ressources du PNUD allouées au projet et de l'obtention des résultats (Cf. Réglementation Financière 27.01).

- Le **Partenaire de développement** ou **Fournisseur principal** représente les intérêts des parties qui financent et / ou fournissent de l'expertise technique pour le projet. La fonction du fournisseur principal au sein du Comité est de fournir des orientations concernant la faisabilité technique et financière du projet. Le fournisseur principal est donc constitué par les structures censées réaliser les produits du projet.

  A ce titre, il comprendra les représentants du partenaire de mise en œuvre, des parties responsables, des ministères sectoriels concernés, du PNUD et d'autres donateurs et agences spécialisées éventuels.

- Les **Représentants des bénéficiaires** ou **Bénéficiaires principaux** représentent les intérêts des bénéficiaires du programme/projet. Ils ont pour fonction principale d'assurer au sein du comité de pilotage la réalisation des résultats du projet dans la perspective des bénéficiaires du projet. Leur rôle est de défendre les intérêts de tous ceux qui vont bénéficier du projet, ou ceux pour lesquels les livrables résultant des activités permettront d'atteindre des cibles spécifiques. Les bénéficiaires principaux suivent l'avancement du projet conformément aux cibles fixées et aux critères de qualité.

  Cette fonction est assurée par les autres ministères (le secteur Privé, les structures d'appui à l'entrepreneuriat et à la promotion des opportunités d'emploi et de revenu.

- L'**Assurance de projet** est le rôle de tous les membres du Comité de projet, mais elle peut être déléguée. Elle appuie le comité en assurant une fonction objective et indépendante de surveillance et de suivi sur le projet. Ce rôle s'assure que les principales étapes du projet sont mises en œuvre et complétées.

  Pour le PNUD, l'assurance du projet revient aux Chargés de Programme du PS3

2.4. Le ***Coordonnateur du Projet*** est responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre, et dans les limites accordées par le Comité de projet. La principale responsabilité du Coordonnateur de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualités requises et en respectant les contraintes de temps et de coût.

Le Coordonnateur de projet est le certificateur sur le budget du projet.

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

III. MONITORING

Les actions définies dans le Plan d'Initiation contribuent à la mise en œuvre du CPD 2024-2028 du PNUD, en particulier l'atteinte des indicateurs inscrits dans le plan de travail ci-dessous.

Par trimestre :

- Une évaluation de la qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité ;
- Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques (voir journal des risques en annexe) sera mis à jour dans Quantum en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet ;
- Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées enregistrées dans Quantum sera soumis par le responsable du plan d'initiation au Comité de projet par le biais de l'assurance projet. Ce rapport suivra le format de rapport standard disponible dans l'Executive Snapshot ;
- Un journal des leçons apprises est activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein de l'organisation et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet ;
- Un plan de suivi du calendrier est activé dans Quantum et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.

Par an :

- Le Plan d'Initiation durera 12 mois à compter d'Avril 2024. Pour la fin de 2024, un rapport annuel sera rédigé par le responsable du plan d'initiation et transmis au Comité de projet. Le rapport d'examen annuel devra au minimum contenir le format type du rapport trimestriel d'activité dans Quantum, couvrant toute l'année, ainsi que des informations à jour sur chacun des éléments mentionnés du rapport trimestriel ainsi qu'une synthèse des résultats obtenus par rapport aux cibles prédéfinies au niveau des produits.
- A la fin du Plan d'Initiation, un rapport final sera établi pour mettre en exergue les résultats, les bonnes pratiques et leçons apprises et les opportunités de mise à l'échelle du plan d'initiation

Conformément aux politiques et procédures de programmation décrites dans le Guide de l'utilisateur du PNUD, le suivi du projet sera effectué travers les éléments suivants :

<u>Plan d 'initiation:</u>

- Sur une base trimestrielle, une évaluation de la qualité doit enregistrer les progrès vers la réalisation des résultats clés, sur la base des critères de qualité et des méthodes capturées dans le tableau de gestion de la qualité.
- Un journal des problèmes doit être activé sur quantum et mis à jour par le coordonnateur de projet, pour faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou des demandes de changement.
- Sur la base de l'analyse des risques initiale soumise, un journal des risques doit être activé de manière quantique et régulièrement mis à jour en examinant l'environnement externe qui peut affecter la mise en œuvre du projet.
- Sur la base des informations ci-dessus enregistrées dans Quantum, un rapport d'avancement du projet doit être soumis par le coordonnateur du projet au comité de pilotage du projet via l'assurance du projet, en utilisant le format de rapport standard disponible dans le SOP.
- Un journal des leçons apprises du projet doit être activé et régulièrement mis à jour pour garantir un apprentissage et une adaptation continus au sein de l'organisation, et pour faciliter la préparation du rapport sur les leçons apprises à la fin du projet.
- Un plan de calendrier de suivi doit être activé en quantique et mis à jour pour suivre les actions/événements clés de gestion

A la fin du plan d'initiation :

- Rapport de révision budgétaire et des activités : un rapport de la phase d'initiation doit être préparé à la fin du plan d'initiation.

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

- Revue annuelle du projet : Sur la base du rapport ci-dessus, l'examen du projet sera effectué pendant le plan de lancement ou après, pour évaluer la performance du projet et évaluer le plan de travail annuel (PTA) pour l'année suivante. Cet examen est piloté par le Comité de pilotage du projet et peut impliquer d'autres parties prenantes si nécessaire. Il se concentrera sur la mesure dans laquelle des progrès sont réalisés vers les résultats et sur le fait que ceux-ci restent alignés sur les résultats appropriés.

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

IV. WORK PLAN

Period[1]: 15 AVRIL 2024 - 31 AVRIL 2025

EXPECTED OUTPUTS *And baseline, indicators including annual targets*	PLANNED ACTIVITIES *List activity results and associated actions*	TIMEFRAME Q1	Q2	Q3	Q4	PLANNED BUDGET RESPONSIBLE PARTY	Funding Source	Budget Description	2024	2025
Produit 1 : Un nouveau projet visant le développement du secteur privé, l'intégration économique régionale et le renforcement du système de protection sociale développé. **Indicator :** Disponibilité du document de projet **Baseline:** NON **Targets:** OUI **Related CP outcome:**	**Activité 1.1. : Elaboration et mise œuvre du PIP**					UNDP	TRAC 1		11,000	5 000
	Action 1.1.1. : Procéder à la Consultation et à la définition des priorités avec les parties prenantes			x	x			· Consultant National	5 000	
				x	x			· Voyage	3 000	**2 000**
	Action 1.1.2 : Procéder à la Rédaction du Plan d'Initiation et revue par les parties prenantes			x	x			· Ateliers	2 000	**2 000**
	Action 1.1.3 : Procéder à l'Affinage et mise en œuvre effective du Plan d'initiation				x			· Audio visual & Print	1 000	**1 000**
PRODUIT 2 : L'écosystème entrepreneurial, la création de valeurs ajoutées et d'emplois décents, amélioré **Indicateur 2.2.2 : Nombre de créations de** a) PME et b) PMI proposant des emplois décents Niveau de référence (2023) : 0 Niveau cible (2028) :	**1. Activity Result : Les cadre réglementaires et institutionnels sont améliorés et renforcés pour une croissance inclusive ;**						UNDP		18 000	3 000
	Action 2.1: Procéder aux reformes du cadre légale et règlementaire existants des CCI : · Recrutement consultant juriste · Voyage (10 CCI) · Ateliers	x	x			UGP , DPP/MICC, CCI		· Consultants Nat	5 000	
					x			· Ateliers	3 000	2 000
				x	x			· Voyage	2 000	1 000
	Action 2.2: Réaliser une étude diagnostic des textes juridiques et règlementaires en vigueur, liées au développement du secteur privé pour fin d'harmonisation		x	x	x	UGP , MICC,		· Consultant National	5 000	

[1] Maximum 18 months

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

a-300 (50 % de femmes) b-300 (50 % de femmes) Cible 2024 : 0 Source : ministère de l'Intérieur et de la décentralisation et rapports de projets **Fréquence :** Annuelle	. Recrutement consultant juriste . Ateliers							· Ateliers	3 000	
	2. Activity Result : Des mécanisme et d'instruments financiers adéquats pour accompagner le développement du secteur privé (fonds de refinancement, FNDI , …) sont développés et mis en œuvre;						UNDP		0	67 000
Indicateur 2.3.1 : Nombre a) de cadres réglementaires et b) de mécanismes financiers mis en œuvre. **Niveau de référence (2023) : 0** **Niveau cible (2028) : a = 2 ; b = 3** **Cible 2024 :0** **Source :** rapports du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation **Fréquence : Annuelle**	**Action 2.1.:** Recruter un consultant pour Mettre en place et assurer l'opérationnalisation d'un fonds de refinancement des MPME/MPMI : · Appel à manifestation d'intérêt pour la sélection d'une institution financière · Ateliers			X	X	UGP , MEF/CNFI		· consultant national		7 000
								· Ateliers		5 000
		X	X					· LVG		50 000
Indicateur 2.3.3 : Nombre d'emplois décents créés dans les secteurs économiques bleus et verts. Niveau de référence (2023) : 0 Niveau cible (2028) : 4 000 (30 % de femmes) Cible 2024 :100 Source : rapports du ministère de l'Économie et des finances Fréquence : Annuelle	**Action 2.2. :** Elaborer un guide pour la promotion et le développement de partenariat public-privé, particulièrement **pour** le développement de mécanisme de financement **en faveur du** secteur privé **:** · Recrutement Cabinet pour réaliser le guide et assurer la formation du secteur Privé et public (groupements professionnels du secteur Prive) sur l'utilisation du guide · Ateliers de formation	X	X			UGP , DPP/MICC,		· Consultant National		5 000
	3. Activity Result : Des mécanismes de derisking-financier (micro-assurance, basket fund, fonds de garantie, …) sont mis en œuvre ;						UNDP		0	23 000
	Action 3.1 : Appuyer la mise en place d'une mutuelle de micro-assurance : . Recrutement d'un Consultant International . Recrutement d'un Consultant National . Ateliers . Missions et Voyages	X	X	X	X	UGP , DOF/MEF , CSBF		· Consultant International		10 000
								· Consultant International		5 000
				X	X			· Voyage		3 000
					X			· Ateliers		5 000
TOTAL PRODUIT 2									**29 000**	**98 000**

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

PRODUIT 3 : Le système de protection sociale inclusif et renforcé pour la résilience des groupes vulnérables. **Indicateur 2.3.4 : Nombre d'initiatives promouvant la protection sociale en faveur de la résilience économique.** Niveau de référence (2023) : 0 Niveau cible (2028) : 3 Cible 2024 :1 Source : rapports du ministère de la Population, de la protection sociale et de la promotion de la femme Fréquence : Annuelle	**Activity result 1 : L'axe stratégique 3 concernant l'inclusion économique de la SNPS ainsi que sa stratégie de mise en oeuvre sont développée et sont adoptées par l'ensemble des parties prenantes.**								**42 000**	**5 000**
	Action 1.1. Soutenir la formulation d'une stratégie de mise en œuvre pour l'axe stratégique sur les moyens de subsistance, en mettant en exergue l'inclusion socio-économique. Cela comprend : • Recrutement de consultants national et international pour réaliser l'etat Etat des lieux des vulnérabilités socio-économiques et climatiques, l'Examen de gaps des textes légaux, l' Étude et valorisation des systèmes de protection sociale existantes à Madagascar (en incluant les réponses au changement climatique) , Étude comparative des meilleures pratiques observées dans d'autres pays en Afrique, Asie, Amérique Latine., l'Analyse et stratégie d'inclusion de LNOB (jeunes, femmes, personnes vivant avec handicap), le Développement d'une feuille de route et d'une matrice d'actions prioritaires et l'élaboration du Elaboration du Prodoc • Organiser des consultations techniques des acteurs œuvrant dans l'axe 3 sur l'inclusion économique et présentation et validation de la stratégie de mise en œuvre pour l'axe stratégique sur l'inclusion économique, de la feuille de route, de la matrice d'actions prioritaires et du Prodoc aux partenaires techniques et financiers	**x**	**x**	**x**	**x**		**UNDP**	• Consultant International	15,000	
								• Consultant national	5 000	
								• Missions et voyage	3 000	
								• Atelier	2 000	
	Action 1.2. Renforcer le soutien au ministère de la Population et des Solidarités afin de favoriser l'engagement des parties prenantes dans l'élaboration de la Stratégie Nationale de la Protection Sociale. (Ateliers régionaux de consultation sur la validation et l'appropriation du draft de la SNPS, colloque scientifique international sur la protection sociale avec les parties prenantes dont les universités et les partenaires régionales – focalisation sur l'axe de l'inclusion économique, …)			**x**				• Recrutement consultant	10, 000	
		x			**x**			• Atelier De renforcements de capacités	5 000	3 000
		x			**x**			• Missions sur terrain et renforcement de capacités	2 000	2 000

DS DS

	Activity result 2 : L'optimisation de la coordination et de la mobilisation des ressources pour le financement d'une protection sociale intégrée, axée sur l'inclusion et la résilience économique, est réalisée						**UNDP**			**12 000**
	Action 2.1, Recrutement d'un consultant national pour développer l'approche du PNUD dans l'opérationnalisation du RSU en faveur de l'inclusion économique, ainsi que la mobilisation de ressources y afférant. - Sélection des sites pilotes - Capitaliser les expériences du PNUD dans les RSU - Etat des lieux des indicateurs de vulnérabilités contribuant à l'inclusion économique - Analyse des gaps (techniques, institutionnels, …) - Plan d'action et mobilisation des ressources - Contribution au Prodoc			**X**	**X**			• Consultant national		5,000
								• Missions et voyage		2 000
								• Atelier		5 000
	Activity result 3 : Output 3 : L'Approche Intégrée pour la Résilience Socio-économique des communautés vulnérables est testée dans des sites pilotes						**UNDP**			**12 000**
	Action 1 : Développement et mise en œuvre du document de projet pilote à travers l'identification, sélection, priorisation de 2 sites pilotes et des mécanismes de protection sociale • Recrutement d'un consultant national assurant le développement et la mise en œuvre du projet pilote ainsi que l'appui à la partie nationale	**X**	**X**					• Consultant national		5,000
		X	**X**					• Atelier		5 000
		X	**X**					• Missions voyage		2 000
TOTAL PRODUIT 3									**42 000**	**29 000**
PRODUIT 4	**1. Activity Result: l' Intégration Economique Nationale Régionale/Continentale et Facilitation des Echanges , ZLECAF, EDIC est améliorée**						UNDP		140 000	10 000

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

Des actions d'accompagnement des acteurs économiques dans l'Intégration Régionale notamment dans le cadre de la ZLECAF sont mis en œuvre **Indicateur 2.2.1 CPD :** • Niveau de ratification de la ZLECAf • Exécution de la stratégie nationale (0 = nul ; 1 = partiel ; 2 = complet) **Baseline (2023) :** • Niveau de ratification de la ZLECAf : 0 • Exécution de la stratégie nationale : 0 **Cible (2028) :** • Niveau de ratification de la ZLECAf : 2 • Exécution de la stratégie nationale : 1 Cible 2024 :1 Source : rapports du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation Fréquence : Annuelle	**Action 1.1.** Appuyer la mise en œuvre du plan de communication de l'intégration à la ZLECAf									
	· Ateliers	**X**	**X**	**X**	**X**	UGP, DCE/MICC		· Ateliers	10 000	
	· Voyages							· Voyages	5 000	
	· Duplication Outils de Communications							· Audio visual & Print	5 000	
	Action 1.2. : Organiser des sessions de renforcement des capacités des parties prenantes pour bien tirer profit de la mise en œuvre de la ZLECAf (compétitivité, négociation, domaine spécifique, diplomatie économique, …)									
	· SESSION DE FORMATION		X	X	X	UGP, DCE/MICC				
	· Ateliers							· Ateliers		7 000
	· Voyages							· Voyages		3 000
	Action 13. : Appuyer l'élaboration de la stratégie Nationale ZLECAF									
	· Recrutement cabinet National	x	x					· Cabinet National	100 000	
	· Ateliers		x	x	x	UGP, DCE/MICC		· Ateliers	15 000	
	· Voyages		x	x	x			· Voyages	5 000	
TOTAL PRODUIT 4									**140 000**	**10 000**
PRODUIT 5: **Des actions de développement du secteur privé, de l'investissement privé, d'appui à l'encadrement des petits exploitants de la filière or , l'accélération de la transition vers l'économie numérique et l'innovation digitale sont mises en œuvre**	**1.Activity Result : Le cadre du Développement du secteur privé et de l'investissement privé, est élaboré et amélioré;**						UNDP		12 500	15 000
	Action 1.1. : Appuyer l'opérationnalisation de l'écofiscalité pour accompagner le développement de l'économie verte et bleu					UGP, DMFD/MEDD				
	· Ateliers		x	x	x			· Ateliers	10 000	
	· Outils de Communication							· Audio visual & Print		
	· Missions et Voyages		x	x	x			· Voyages	2 500	

DS DS

Indicateur : Nombre d'initiatives de développement menées

Niveau de référence (2023) : 0

Niveau cible (2028) : 3

Cible 2024 :1

Source : rapports du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation

Fréquence : Annuelle

Action 1.2. Renforcer les capacités du secteur privé dans la mise en œuvre des initiatives liées à la promotion et développement de l'entrepreneuriat social :	x	X	x	x	UGP, DMFD/MEDD				
· Recrutement cabinet de formation							· Cabinet National		10 000
· Ateliers de formation							· Ateliers		2 500
· Voyages							· Voyages		2 500
2. Activity Result : Des Appui à la professionnalisation des petits exploitants de la filière or sont apportés ;								11 000	37 500
Action 2.1. Réaliser un état des lieux des exploitations des petits exploitants d'or (Antsenavolo-Mananjary), en intégrant une évaluation de potentialité des sites, système d'exploitation, analyse sur les vulnérabilités socio-économiques et les impacts environnementaux	x	x				UNDP, BFM	· Cconsultant Individuel	7 000	
							· Ateliers	2 000	
							· Voyages	2 000	
Action 2.2. : Réaliser une analyse des chaînes de valeur de l'or des petits exploitants dans les sites pilotes (activités, acteurs, structuration et gouvernance locale, enjeux et opportunités, recommandations) et un en ressortir un modèle de chaînes de valeur des petits exploitants de l'or		x	x			UNDP, BFM	· Consultant national		7 000
							· Ateliers		3 000
							· Voyages		2 500
Action 2.2. Mettre en place des structures d'encadrement pour la professionnalisation des petits exploitants de la filière or, en incluant des offres de protection sociale et le concept RSE	x	x					· LVG		20 000
	x	x					· Ateliers		3 000
	x	x					· Voyages		2 000
3 Activity Result : La transition vers l'économie numérique et l'innovation digitale sont améliorées						UNDP			18 000
Action 3.1. : Soutenir la recherche et l'innovation technologique émergées des initiatives des entreprises et du secteur privé dans les domaines liés au commerce inclusif, responsable et viable, · Recruter un consultant pour élaborer un modèle intégré pour l'opérationnalisation des Zones de pépinières Industrielles ZPI		**x**	**x**	**x**	UGP, DPE/MICC		· Consultant National		10 000
							• Atelier		5 000
							· Voyage		3 000

DS DS

DocuSign Envelope ID: AD41969D-90E1-4B39-80DF-93476F95F75F

TOTAL PRODUIT 5									**23 500**	**70 500**
Gestion du Projet							PNUD			
	Salaire staff			X	X				25 000	10 000
Indicators: Taux de delivery	COMMUNICATION / tel, data,…			X	X				3 000	1500
Baseline: 0	Loyer			X	X				4 000	2 000
Targets: 99%	Fournitures divers		X	X	X				3 000	1 000
Related CP outcome:	Formation staff (voyages, …)			X	X				5 000	0
	Audit/revue			X	X				5 000	2 000
	Carburant, réparation			X	X				2 000	1 000
	Matériel et équipements			X	X				5 000	1 000
	DPC/CT			X	X				15 000	5 000
TOTAL OUTPUT 6									**67 000**	**23 500**
TOTAL GENERAL									**301 500**	**231 500**